Affaire Gaspard Glanz : soutien de plusieurs sociétés de journalistes et rédacteurs

« Les journalistes ne peuvent pas tolérer de se voir régulièrement pris pour cible par les forces de l’ordre », affirment les signataires après l’arrestation du journaliste indépendant.

Publié le 23 avril 2019 à 19h11 - Mis à jour le 29 avril 2019 à 16h18

Samedi dernier, alors qu’il couvrait la manifestation des « gilets jaunes », notre confrère Gaspard Glanz a été interpellé sans ménagement et placé en garde à vue pendant quarante-huit heures. D’après les témoignages recueillis et publiés depuis, il a eu un mouvement d’humeur à destination de policiers, ces derniers refusant de l’entendre, alors qu’il voulait se plaindre d’avoir été visé par un tir de grenade. Il lui est désormais interdit de paraître à Paris les samedis et le 1er-Mai, donc d’y couvrir les manifestations, jusqu’à sa comparution pour « outrage sur personne dépositaire de l’autorité publique » le 18 octobre, ce qui revient à lui interdire de faire son travail de journaliste.

Les sociétés de journalistes et de rédacteurs signataires, qui apportent leur plein soutien à Gaspard Glanz, empêché de couvrir les prochaines manifestations parisiennes, c’est-à-dire de travailler et d’informer, dénoncent une fois encore les conditions de travail extrêmement difficiles qui sont les leurs dans le cadre des manifestations de « gilets jaunes ». Une situation particulièrement difficile pour les journalistes indépendants et les photographes, souvent en première ligne. Les journalistes, qui ne font que leur métier, ne peuvent pas tolérer de se voir régulièrement pris pour cible par les forces de l’ordre : depuis le début du mouvement, 79 journalistes ont été victimes de violences policières, selon le décompte du journaliste David Dufresne, et la nouvelle loi anticasseurs renforce encore l’arbitraire et met un peu plus en danger la liberté de la presse.

Les SDJ et SDR déplorent également le silence assourdissant du ministre de la culture et de la communication, pourtant censé soutenir la liberté et l’indépendance de la presse.

*Les sociétés des journalistes et des rédacteurs de BFM-TV, Les Echos, L’Express, Le Figaro, France 2, France 3 National, France 24, Franceinfo.fr, France Inter, Le JDD, L’Humanité, Libération, Mediapart, Le Monde, L’Obs, Le Parisien-Aujourd’hui en France, Paris Match, Premières Lignes, RFI, RMC, TV5 Monde, Télérama, Sud-Ouest.*